

13-FINANCES PUBLIQUES

En 2013 le secteur des administrations publiques (APU) a reçu 490 milliards de FCFP de recettes et dépensé 497 milliards de FCFP. Il contribue à 18% du Produit Intérieur Brut (PIB), un niveau proche de celui de la France métropolitaine (17 % en 2013), en recul de 5 points en 10 ans. La croissance des recettes du secteur des APU s'infléchit en 2013 (+2 %), après une période d'augmentations annuelles supérieures à 5 %, ouvrant une période moins dynamique.

Les prélèvements obligatoires représentent 32,8 % du PIB, un point sous la moyenne des pays de l'OCDE (33,8 %). Ils ont augmenté plus vite que le PIB cette dernière décennie (+4 points), à la différence des prestations sociales qui représentent toujours 16 % du PIB. En dix ans, la part des recettes issue des transferts de l'Etat s'est réduite au profit de celle des prélèvements obligatoires. En 2013, 64 % de ces recettes provenaient des prélèvements obligatoires, et 28 % de l'Etat français, contre respectivement 52 % et 40 % en 2003. Les 8 % restant proviennent essentiellement de la production vendue et des revenus de la propriété. Du côté des dépenses, la part dédiée à la rémunération des travailleurs s'est réduite de 10 points au profit de l'investissement et des prestations sociales. En 2013, 35 % des dépenses rémunèrent le travail, 31 % vont aux prestations sociales, 15 % à d'autres dépenses de fonctionnement courant, et 12 % sont destinées à l'effort d'investissement.

Près de la moitié des dépenses, après transferts internes, sont effectuées par les collectivités locales et leurs établissements publics, un tiers par les organismes de couverture sociale, et presque 20 % par l'Etat. Les provinces engagent 18 % des dépenses, le gouvernement 16 %, et les communes 12 %. La part des dépenses réalisées directement par l'Etat s'est réduite (-9 points) au profit de celle réalisée par le gouvernement (+5 points), et par les organismes de couverture sociale (+3 points). Le gouvernement et l'Etat jouent un rôle central dans la redistribution des recettes entre APU : ils reçoivent respectivement 37 % et 27 % des recettes, et ne réalisent que 16 % et 19 % des dépenses du secteur.

► **Secteur des administrations publiques (APU).** Au sens de la comptabilité nationale, il correspond à l'ensemble des entités juridiques qui assurent une des fonctions suivantes :

- mise en oeuvre des politiques sociales et économiques,
- production de services non marchands,
- redistribution des revenus et de la richesse.

Plus de la moitié de leurs ressources doivent provenir de prélèvements obligatoires ou de subventions émanant d'une autre collectivité publique.

Le secteur des APU calédonien regroupe ainsi les sous-secteurs de l'administration de l'Etat (composés des services de l'Etat et de ses établissements publics), de l'administration de la Nouvelle-Calédonie (y compris ses établissements publics), de l'administration provinciale (les trois provinces et leurs établissements publics), de l'administration des 33 communes (et de leurs établissements publics), des organismes de couverture sociale (y compris les établissements hospitaliers) et des établissements d'enseignement privé sous contrat.

► **Produit Intérieur Brut (PIB).** Voir 11.1.

► **Prélèvements obligatoires.** L'OCDE propose la définition suivante : "les prélèvements obligatoires sont des versements effectifs opérés par tous les agents économiques au secteur des administrations publiques (élargi en Europe aux institutions de l'Union Européenne), tel qu'il est défini en comptabilité nationale, dès lors que ces versements résultent, non d'une décision de l'agent économique qui les acquitte, mais d'un processus collectif de décisions relatives aux modalités et au montant des débours à effectuer, et que ces versements sont sans contrepartie directe". En pratique cette notion recouvre la somme des impôts et des cotisations sociales effectives obligatoires reçues par les administrations publiques et les organismes de couverture sociale.

► **Prestations sociales.** Voir 10.3.

SOURCES [1] ISEE, *Comptes du secteur public*, 2013. [2] OCDE.

VOIR AUSSI

CEROM, *Comptes économiques rapides*, 2015.
ISEE, *Comptes du secteur public*, 2013.

13.1 SECTEUR PUBLIC

Chiffres clés du secteur des administrations publiques (APU) [1]

| | 2000 | 2005 | 2010 | 2011 | 2012 p | 2013 p |
|--|------|------|------|------|--------|--------|
| Part des APU dans le PIB | 23 | 22 | 19 | 19 | 19 | 18 |
| Taux d'investissement (a) | 4 | 4 | 5 | 5 | 6 | 6 |
| Part des prestations sociales dans le PIB | 13 | 15 | 16 | 16 | 16 | 16 |
| Part des recettes fiscales dans le PIB (b) | 16 | 19 | 19 | 20 | 21 | 20 |
| Taux de prélèvements obligatoires (c) | 27 | 30 | 31 | 32 | 34 | 33 |

(a) Les investissements du secteur public sont rapportés au Produit Intérieur Brut (PIB).

Unité : %

(b) Les recettes fiscales sont rapportées au PIB.

(c) Le montant des prélèvements obligatoires est rapporté au PIB.

Dépenses et recettes des APU* [1]

| | 2000 | 2005 | 2010r | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Dépenses de fonctionnement | 128 922 | 169 781 | 223 771 | 230 587 | 238 150 | 248 282 |
| Prestations sociales | 58 249 | 90 922 | 131 256 | 139 485 | 149 912 | 154 081 |
| Acquisitions nettes d'actifs non financiers | 19 372 | 26 779 | 43 263 | 45 741 | 49 729 | 61 389 |
| Intérêts | 2 721 | 2 242 | 3 487 | 3 580 | 4 139 | 4 479 |
| Autres transferts | 11 762 | 16 098 | 22 007 | 22 733 | 25 114 | 28 727 |
| Dépenses | 221 026 | 305 822 | 423 784 | 442 126 | 467 044 | 496 958 |
| Impôts | 71 602 | 112 734 | 160 736 | 173 310 | 191 730 | 186 769 |
| Cotisations sociales | 45 876 | 68 753 | 103 195 | 113 138 | 119 927 | 126 910 |
| Recettes de production | 10 442 | 16 224 | 23 287 | 23 470 | 26 290 | 29 565 |
| Revenus de la propriété | 1 449 | 2 900 | 3 478 | 3 478 | 3 691 | 4 253 |
| Autres transferts | 113 373 | 120 369 | 135 967 | 140 631 | 141 348 | 143 129 |
| Recettes | 242 741 | 320 980 | 426 663 | 454 488 | 482 986 | 490 626 |

* Montants corrigés des transferts internes au secteur.

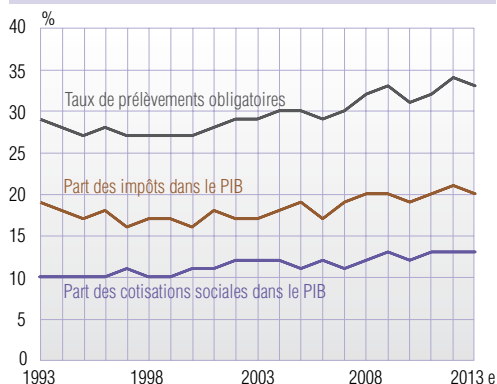
Unité : million F.CFP

Taux de pression fiscale dans quelques pays de l'OCDE en 2013 [1 et 2]

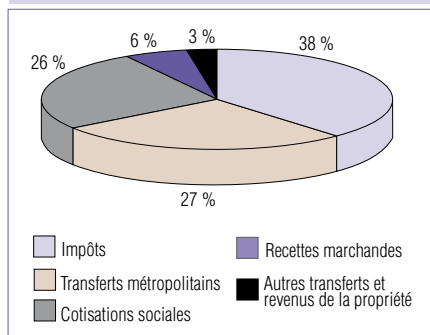
| | |
|---------------------|-------------|
| Danemark | 46,8 |
| France | 45,2 |
| Belgique | 45,0 |
| Italie | 44,0 |
| Luxembourg | 38,1 |
| Allemagne | 36,4 |
| Grèce | 35,6 |
| Portugal | 34,1 |
| Moyenne OCDE | 33,8 |
| Espagne | 33,3 |
| Nouvelle-Calédonie | 32,8 |
| Royaume-Uni | 32,5 |
| Japon | 32,0 |
| Nouvelle-Zélande | 31,3 |
| Australie | 27,6 |
| États-Unis | 25,7 |

Unité : % du PIB

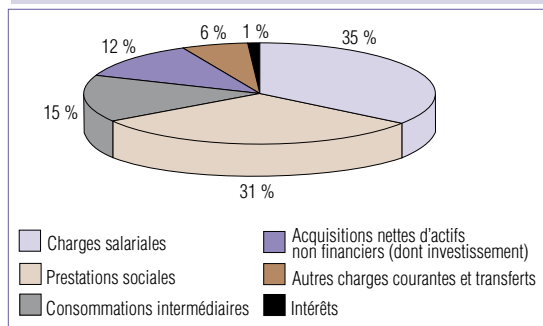
Part des impôts, des cotisations sociales, et des prélèvements obligatoires dans le PIB [1]



Recettes des APU [1]



Dépenses des APU [1]



13-FINANCES PUBLIQUES

Les interventions financières de l'Etat en Nouvelle-Calédonie prennent trois formes principales : les dépenses directes de l'Etat vers les ménages et les administrations (notamment pour le fonctionnement de ses services et opérateurs présents en Nouvelle-Calédonie), les **contrats de développement et d'agglomération**, et le dispositif de **défiscalisation**.

En 2015, les dépenses de l'Etat payées en Nouvelle-Calédonie - hors dispositif de défiscalisation - s'élèvent à 153 milliards de FCFP, soit environ 562 000 FCFP par habitant. 65 % de ces dépenses sont des dépenses de personnel et de pensions et 25 %, des dépenses d'intervention.

Elles ont peu évolué entre 2011 et 2015 (-1,7 %). Leur poids par habitant et par rapport au PIB se réduit car la population et le PIB en valeur ont augmenté respectivement de 5,2 % et de 7,7 % sur cette période.

Le poids des dépenses de fonctionnement s'est réduit, passant de 12 % à 7 % du total des dépenses, au profit des dépenses de personnel et de pensions et des dépenses d'intervention.

En 2015, l'Etat emploie et rémunère 6 930 agents en Nouvelle-Calédonie (sans compter les militaires). Près des trois quarts de ces effectifs sont employés par le Vice-Rectorat, environ 10 % par le secteur administratif et technique de la police.

Les effectifs rémunérés directement par l'Etat - hors Université de la Nouvelle-Calédonie - ont globalement augmenté entre 2011 et 2015 (+390), poussés par la hausse des effectifs du Vice-Rectorat (+300), de la Cour d'appel (+50) et de l'administration pénitentiaire (+50).

Depuis les transferts de compétences du 1^{er} janvier 2012 en matière d'enseignement du second degré public et d'enseignement privé, l'ensemble des personnels rémunérés sur le budget de l'Etat et concourant à l'exercice des compétences ainsi transférées font l'objet d'une **mise à disposition globale et gratuite** (MADGG) à la Nouvelle-Calédonie. Ces derniers restent rémunérés par l'Etat mais exercent leur fonction pour le compte de la Nouvelle-Calédonie.

▶ **Contrats de développement et d'agglomération.** Voir 14.2.

▶ **Défiscalisation.** Voir 14.2.

▶ **Mise à disposition globale et gratuite.** Voir 7.3.

SOURCE [1] Trésor Public/Trésorerie Générale de la Nouvelle-Calédonie.

VOIR AUSSI

Article 55 de la loi organique n°99-209 du 19 mars 1999 fixant les modalités de compensation des charges correspondant à l'exercice des compétences nouvelles : www.legifrance.gouv.fr

Loi n°2009-970 du 3 août 2009 relative à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et portant ratification d'ordonnances : www.legifrance.gouv.fr

13.2 DÉPENSES DE L'ETAT

Évolution des dépenses de l'Etat* en Nouvelle-Calédonie [1]

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Dépenses de personnel et de pensions | 95 454 | 97 337 | 96 787 | 97 225 | 99 718 |
| Dépenses de fonctionnement | 20 887 | 21 843 | 21 705 | 13 901 | 10 212 |
| Dépenses d'investissement propres | 2 736 | 5 176 | 2 066 | 2 956 | 4 585 |
| Dépenses d'intervention | 30 707 | 25 972 | 29 108 | 33 185 | 37 689 |
| Dépenses des opérateurs | 5 244 | 5 267 | 5 490 | 4 732 | 934 |
| Autres dépenses | 804 | 838 | 665 | 2 | - |
| Total des dépenses réglées par l'Etat | 155 833 | 156 434 | 155 823 | 152 001 | 153 137 |

* Dépenses de la Trésorerie Générale de la Nouvelle-Calédonie,
y compris les soldes des personnels militaires payées par la Métropole.

Unité : million F.CFP

Évolution des effectifs employés* et rémunérés par l'Etat [1]

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Vice-Rectorat | 4 803 | 5 160 | 5 146 | 5 112 | 5 138 | 5 101 |
| Service Administratif et Technique de la Police | 569 | 560 | 587 | 568 | 586 | 591 |
| Outre-Mer | 231 | 231 | 224 | 231 | 229 | 218 |
| Personnel civil de la Défense | 216 | 205 | 203 | 202 | 205 | 206 |
| Cour d'appel | 144 | 189 | 198 | 202 | 202 | 198 |
| Administration pénitentiaire | 134 | 142 | 174 | 192 | 192 | 187 |
| Direction des Finances Publiques | 168 | 168 | 167 | 164 | 165 | 161 |
| Douanes | 122 | 127 | 125 | 122 | 120 | 119 |
| Agriculture, Forêt et Environnement | 89 | 92 | 90 | 90 | 88 | 88 |
| Affaires sociales et Santé | 13 | 18 | 17 | 15 | 14 | 17 |
| Cour des Comptes | 12 | 13 | 13 | 13 | 13 | 14 |
| Tribunal administratif | 10 | 11 | 10 | 10 | 10 | 9 |
| Aviation Civile | 15 | 17 | 12 | 9 | 9 | 9 |
| Protection Judiciaire de la Jeunesse | 6 | 6 | 7 | 7 | 7 | 6 |
| Ecologie, Energie, Développement durable et Mer | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Affaires étrangères | 3 | 3 | 3 | 2 | 3 | 3 |
| Culture | 3 | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 |
| Université de la Nouvelle-Calédonie et recherche (a) | 162 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 6 703 | 6 947 | 6 981 | 6 944 | 6 985 | 6 931 |

* Fonctionnaires et agents non titulaires, non compris les Jeunes Stagiaires du Développement (JSD) et
Contrats de Développement Local (CDL) et hors militaires, en moyenne annuelle.

Unité : nombre

(a) Depuis le 1^{er} janvier 2011, le Trésor Public ne rémunère plus le personnel de l'Université de Nouvelle-Calédonie.
LUNC est désormais autonome en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines.

13-FINANCES PUBLIQUES

En 2015, le budget global de la Nouvelle-Calédonie s'élève à 223 milliards de FCFP. C'est un budget de répartition et de reversement. Le budget propre de la Nouvelle-Calédonie représente seulement 30 % de ces dépenses globales, soit 66 milliards de FCFP.

Les recettes du budget propre ont augmenté de 62 % entre 2010 et 2015, celles du budget global de 28 %. Cette différence s'explique essentiellement par l'augmentation à partir de 2012 de dotations et subventions versées au budget propre par l'Etat (dotation générale de compensation et subventions d'investissement). Les dépenses du budget propre de la Nouvelle-Calédonie ont augmenté au total de 48 % entre 2010 et 2015. Elles sont en revanche en net recul en 2015 (-4,5 %) suite à une volonté de limitation des dépenses de fonctionnement.

En 2015, les dépenses d'investissement se maintiennent. Entre 2010 et 2015, elles sont passées de un quart à un tiers des dépenses. Elles ont été multipliées par deux entre 2011 et 2015, portées par les dépenses de santé – dont le projet du Médipôle – et celles de transports et communications. Ces quatre dernières années, les dépenses d'investissement ont été financées par l'emprunt à hauteur de 33 %. Le taux d'endettement de la Nouvelle-Calédonie a ainsi augmenté ; il est passé de 30 % en 2011 à 60 % en 2015 ; cette tendance se poursuit en 2016.

Les dépenses propres de fonctionnement ont augmenté de 27 % entre 2011 et 2015 et sont affectées essentiellement aux fonctions suivantes : l'administration générale (23 %), le travail, l'emploi et la formation professionnelle (14 %), puis l'économie, l'enseignement, et la protection et l'action sociale (12 % pour chacune de ces fonctions). Les fonctions dont les dépenses ont le plus augmenté sont la sécurité et l'ordre public, la santé, la protection et l'action sociale, l'enseignement. Les effectifs employés par la Nouvelle-Calédonie, hors établissements publics, ont augmenté de 7 % ces 5 dernières années. En 2015, 75 % des recettes de fonctionnement propres de la Nouvelle-Calédonie proviennent de l'assiette de répartition et 14 % de la dotation générale de compensation versée par l'Etat.

► **Budget global de la Nouvelle-Calédonie.** C'est l'acte par lequel le Congrès prévoit et autorise les dépenses et les recettes de l'exercice, conformément à l'article 84 de la loi organique.

Le budget est divisé en deux sections : la section de fonctionnement et la section d'investissement. Il est présenté par nature et par fonction.

Les documents budgétaires prévisionnels comprennent :

- le budget primitif ;
- le budget supplémentaire ;
- éventuellement une ou plusieurs décisions modificatives ;
- un ou plusieurs budgets annexes, pour les services dotés de l'autonomie financière, mais non dotés de la personnalité morale.

► **Budget propre, de répartition, de reversement.** Le budget de la Nouvelle-Calédonie comporte trois parties : le budget propre, le budget de répartition (distribution des ressources affectée à l'assiette de répartition selon des clés), le budget de reversement (reversement des taxes affectées et des centimes communaux et provinciaux). La Nouvelle-Calédonie collecte donc des recettes et les redistribue selon des règles préétablies, ses choix sont reflétés par le budget propre et non par le budget global. Ces trois parties ont été nettement séparées par la création de deux budgets annexes : le budget annexe de reversement (en 2012) et le budget annexe de répartition (en 2016).

► **Dotation générale de compensation.** Versement effectué par l'Etat à la Nouvelle-Calédonie pour accompagner le transfert de compétences.

► **Taux d'endettement (des collectivités locales).** Encours de dette/recettes réelles de fonctionnement. Les taux d'endettement cités dans le TEC pour les collectivités locales sont calculés par l'AFD.

► **Fonctions, Missions (en comptabilité publique).** Les dépenses et recettes du gouvernement sont ventilées en 11 fonctions qui permettent de comparer les domaines des dépenses et recettes des collectivités et 15 missions liées aux objectifs propres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Cette ventilation permet d'identifier les flux liés aux grandes dépenses d'intervention.

SOURCE [1] DBAF-ISEE.

VOIR AUSSI

Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie : www.gouv.nc

Loi organique n°2009-969 du 3 août 2009 relative à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie : www.juridoc.gouv.nc

13.3 BUDGET DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Evolution du budget global en francs courants* [1]

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|----------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Dépenses | 167 717 | 178 399 | 202 389 | 225 804 | 215 177 | 223 022 |
| Fonctionnement | 156 036 | 166 227 | 186 240 | 201 441 | 191 326 | 198 738 |
| Investissement | 11 681 | 12 173 | 16 150 | 24 363 | 23 851 | 24 284 |
| Recettes | 173 975 | 183 921 | 211 413 | 211 564 | 215 598 | 223 269 |
| Fonctionnement | 166 247 | 178 430 | 201 010 | 196 731 | 198 564 | 201 812 |
| Investissement | 7 728 | 5 491 | 10 403 | 14 833 | 17 034 | 21 457 |
| Solde (R-D) | 6 258 | 5 522 | 9 024 | -14 240 | 421 | 247 |

* Opérations réelles.

Unité : million de FCFP

Evolution des dépenses* du budget propre par fonction en francs courants [1]

| | 2010 r | 2011 r | 2012 r | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Administration générale | 19 135 | 19 609 | 10 919 | 11 475 | 12 198 | 11 538 |
| Sécurité et ordre public | 11 | 4 | 14 | 30 | 454 | 804 |
| Enseignement | 1 124 | 1 841 | 6 067 | 6 741 | 6 851 | 6 355 |
| Culture, jeunesse, sport et loisirs | 3 839 | 4 497 | 4 020 | 3 727 | 3 249 | 3 273 |
| Santé | 2 476 | 2 163 | 7 185 | 15 044 | 14 151 | 16 428 |
| Protection et action sociale | 1 687 | 957 | 2 832 | 2 991 | 8 090 | 5 188 |
| Travail, emploi et formation professionnelle | 4 392 | 4 230 | 6 605 | 6 276 | 6 439 | 5 928 |
| Aménagement et environnement | 821 | 677 | 1 659 | 3 846 | 1 700 | 1 519 |
| Transports et communication | 4 698 | 3 438 | 6 523 | 7 603 | 7 755 | 7 236 |
| Economie | 3 231 | 3 228 | 4 591 | 5 339 | 6 071 | 5 258 |
| Non ventilés et prévisions | 3 489 | 4 525 | 1 885 | 2 942 | 2 513 | 2 953 |
| Dépenses totales | 44 903 | 45 169 | 52 300 | 66 015 | 69 470 | 66 480 |

* Dépenses de fonctionnement et d'investissement, en mouvements réels.

Unité : million de FCFP

Evolution des recettes* du budget propre par nature en francs courants [1]

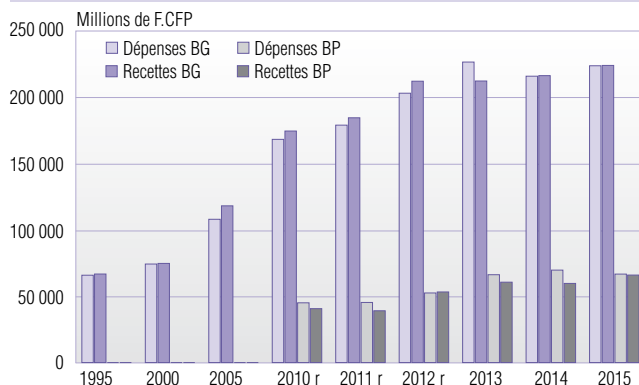
| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Total recettes de fonctionnement | 34 556 | 35 749 | 42 751 | 45 640 | 42 453 | 44 352 |
| Part NC de l'assiette de dotation | 28 836 | 30 343 | 32 526 | 35 202 | 32 448 | 33 035 |
| Dotations, subventions | 1 908 | 1 264 | 6 738 | 6 884 | 6 485 | 7 670 |
| Recettes d'exploitation | 1 301 | 1 282 | 1 668 | 1 841 | 1 931 | 1 993 |
| Autres recettes | 2 144 | 2 093 | 1 146 | 982 | 925 | 887 |
| Impôts et taxes | 367 | 767 | 673 | 731 | 664 | 767 |
| Total recettes d'investissement | 5 951 | 3 170 | 10 304 | 14 764 | 17 021 | 21 400 |
| Subventions d'investissement | 1 899 | 1 577 | 6 126 | 11 506 | 11 444 | 13 285 |
| Emprunt et dettes assimilées | 3 795 | 1 580 | 4 168 | 2 231 | 5 575 | 8 074 |
| Autres recettes | 257 | 13 | 10 | 1 027 | 2 | 41 |

* Autres recettes : autres produits de gestion courante, produits exceptionnels, produits financiers.

Note : la part NC de l'assiette de dotation est constituée de prélèvements fiscaux.

Unité : million de FCFP

Évolution du budget* de la Nouvelle-Calédonie [1]



* Budget Global (BG) et Budget Propre (BP).

13-FINANCES PUBLIQUES

Chaque province dispose d'un budget, voté par son assemblée. En 2015, les dépenses et recettes réelles des provinces s'élèvent respectivement à 113,9 et 105,9 milliards de FCFP. Les trois quarts des dépenses sont des dépenses de fonctionnement. Ces dernières ont augmenté de 11,4 %, tandis que les recettes de fonctionnement ont augmenté de 5,2 % entre 2011 et 2015. Le total cumulé des dépenses d'investissement sur la période 2011-2015 a augmenté de près de 10 % en valeur par rapport à 2006-2010, celui des recettes de 14 %. Au total, le solde global s'est dégradé entre 2012 et 2015, devenant négatif ces deux dernières années.

Les recettes des provinces proviennent majoritairement de dotations et d'impôts reversés. En 2015, c'est le cas de 93 % des recettes de fonctionnement : 72 % des transferts (dotation de fonctionnement, autres dotations, participations et subventions) proviennent de la Nouvelle-Calédonie, 12 % de l'Etat, 9 % des taxes et centimes provinciaux.

La provenance des recettes d'investissement est plus diversifiée : 27 % des recettes d'investissement proviennent de la dotation d'équipement versée par la Nouvelle-Calédonie, 30 % de transferts de l'Etat (dont les contrats de développement et la dotation de construction et d'équipement des collèges). Ces recettes sont en revanche complétées par d'autres ressources. En 2015, 28 % proviennent de l'emprunt, 10 % des excédents de fonctionnement des années précédentes. Le recours à l'emprunt s'est accru et le taux d'endettement des provinces est passé de 15,7 % à 31,7 % entre 2011 et 2015.

Depuis 2012, l'adoption de nouvelles normes comptables (M52) permet une analyse des dépenses par fonction. Les dépenses d'investissement cumulées entre 2012 et 2015 sont consacrées à l'aménagement et l'environnement (16 %), aux transports et communication (16 %), à la protection et à l'action sociale (15 %) et à l'enseignement (13 %). Les provinces mobilisent 40 % de leurs dépenses de fonctionnement pour la rémunération du personnel. Elles employaient 5 000 personnes en 2015, seulement 3 % de plus qu'en 2010. Elles consacrent par ailleurs 17,5 % de leurs dépenses en aides sociales diverses et 13 % sont versées sous forme de subventions en soutien à la culture, à l'éducation et au développement économique.

► **Province.** Collectivité territoriale disposant d'une compétence de droit commun qui correspond dans les faits à une compétence de gestion, ce qui nécessite des budgets importants (enseignement primaire et culture, santé et action sociale, infrastructures publiques ...).

► **Dotation de fonctionnement.** Versée par la Nouvelle-Calédonie, elle constitue, selon l'article 181 de la loi organique, une dépense obligatoire inscrite à son budget. Elle est financée par prélèvement d'une quote-part des impôts, droits et taxes perçus au profit de la Nouvelle-Calédonie et des recettes de la régie des tabacs, frais de fonctionnement déduits. La quote-part prélevée sur les recettes fiscales, qui ne peut être inférieure à 51,5 % de ces ressources, est fixée chaque année compte tenu du montant des recettes fiscales inscrit au budget primitif. Sa clé de répartition est la suivante : 50 % pour la province Sud, 32 % pour la province Nord et 18 % pour la province des îles Loyauté. Depuis 2004, elle a la possibilité d'être modifiée par une loi du pays votée à la majorité des 3/5^e des membres du Congrès. Cette péréquation financière est destinée à permettre un rééquilibrage, ainsi qu'à générer un développement économique et humain.

► **Taxes et centimes provinciaux.** Voir 13.6.

► **Dotation d'équipement.** Basée sur la même assiette que la dotation de fonctionnement, elle doit représenter 4 % au minimum de ce montant. Sa clé de répartition est de 40 % pour les provinces Nord et Sud et 20 % pour la province des îles Loyauté. Cette répartition peut être modifiée par une loi du pays votée à la majorité des 3/5^e des membres du Congrès.

► **Contrats de développement.** Voir 14.2.

► **Dotation de construction et d'équipement des collèges.** Dotation globale qui, conformément à l'article 181 de la loi organique, évolue depuis 2001 comme la population scolarisée dans les collèges d'enseignement public. Cette dotation est répartie entre les provinces en fonction de l'évolution de la population scolarisable et de la capacité d'accueil des établissements.

► **Taux d'endettement (des collectivités locales).** Voir 13.3.

SOURCES [1] Services provinciaux des finances, Comptes administratifs des îles Loyauté, Nord et Sud. [2] ISEE.

VOIR AUSSI

ISEE: www.isee.nc

Loi organique n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie : www.juridoc.gouv.nc

13.4 BUDGET DES PROVINCES

Dépenses* des provinces en 2015 [1]

| | Province îles Loyauté | Province Nord | Province Sud | Nouvelle-Calédonie |
|--|-----------------------|---------------|---------------|--------------------|
| Administration générale | 1 943 | 3 073 | 5 060 | 10 076 |
| Sécurité et ordre public | - | 69 | 122 | 191 |
| Enseignement | 3 964 | 8 775 | 15 036 | 27 775 |
| Culture, jeunesse, sport et loisirs | 1 501 | 2 980 | 1 882 | 6 363 |
| Santé | 4 460 | 2 931 | 3 404 | 10 795 |
| Protection et action sociale | 1 878 | 7 422 | 12 421 | 21 721 |
| Travail, emploi et formation professionnelle | 718 | 1 560 | 1 783 | 4 061 |
| Aménagement et environnement | 910 | 3 298 | 2 975 | 7 183 |
| Transports et communication | 1 253 | 2 853 | 4 012 | 8 118 |
| Economie | 1 932 | 3 063 | 4 350 | 9 345 |
| Non ventilés et prévisions | 613 | 4 164 | 3 530 | 8 307 |
| Dépenses totales | 19 172 | 40 188 | 54 575 | 113 935 |

* Dépenses de fonctionnement et d'investissement, en mouvements réels.

Unité : million F.CFP

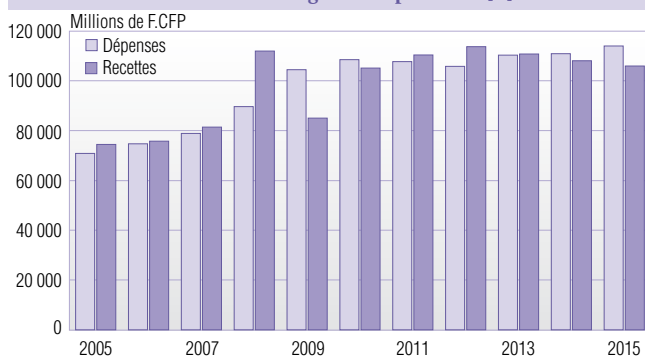
Recettes* des provinces en 2015 [1]

| | Province îles Loyauté | Province Nord | Province Sud | Nouvelle-Calédonie |
|--|-----------------------|---------------|---------------|--------------------|
| Administration générale | 230 | 326 | 573 | 1 129 |
| Sécurité et ordre public | - | 24 | - | 24 |
| Enseignement | 470 | 647 | 1 289 | 2 406 |
| Culture, jeunesse, sport et loisirs | 48 | 192 | 158 | 398 |
| Santé | 461 | 456 | 156 | 1 073 |
| Protection et action sociale | 694 | 3 066 | 2 618 | 6 378 |
| Travail, emploi et formation professionnelle | 211 | 336 | 498 | 1 045 |
| Aménagement et environnement | 43 | 353 | 410 | 806 |
| Transports et communication | 43 | 364 | 253 | 660 |
| Economie | 54 | 542 | 298 | 834 |
| Non ventilés et prévisions | 15 292 | 25 467 | 50 383 | 91 142 |
| Recettes totales | 17 546 | 31 773 | 56 576 | 105 895 |

* Recettes de fonctionnement et d'investissement, en mouvements réels.

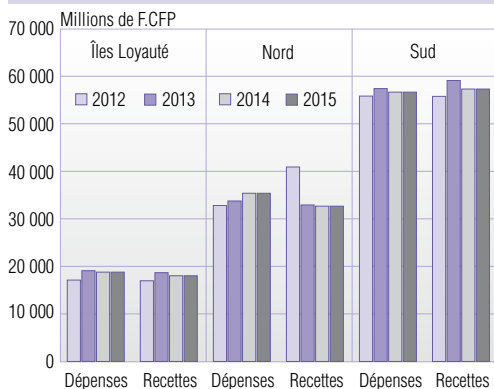
Unité : million F.CFP

Évolution des budgets* des provinces [1]



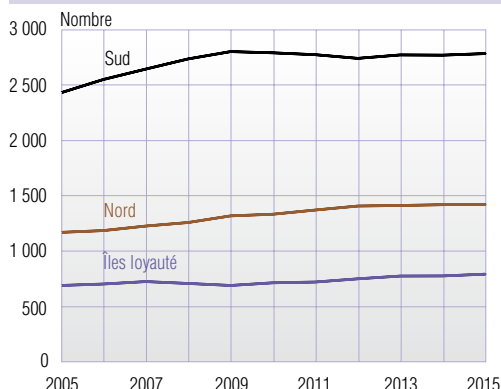
* Mouvements réels

Évolution des budgets* par province [1]



* Mouvements réels

Évolution des effectifs* employés par province** [2]



* Fonctionnaires et agents non titulaires en moyenne annuelle. ** Hors établissements publics.

13-FINANCES PUBLIQUES

Les 33 communes de Nouvelle-Calédonie votent chacune annuellement leur budget. Comparativement aux communes métropolitaines, elles ne disposent pas de véritable fiscalité directe propre.

En 2015, les dépenses et recettes réelles de l'ensemble des communes s'élèvent respectivement à 55,9 et 67,1 milliards de F.CFP. Plus de 70 % de ces dépenses sont des dépenses de fonctionnement. Ces dernières ont augmenté de 12 % entre 2010 et 2013, alors que les recettes augmentaient de près de 18 %. L'année 2014 marque une rupture de cette dynamique : les dépenses se sont légèrement réduites, suite à une baisse des recettes de 3,4 % entre 2013 et 2015.

En 2015, dans la section de fonctionnement, 62 % des 50,6 milliards de F.CFP de recettes proviennent de dotations et de transferts (40 % du **fond intercommunal de péréquation**, 20 % versés par l'Etat dans le cadre de la **dotation globale de fonctionnement** et d'autres dotations) et 25 % de recettes fiscales communales (**taxes et centimes communaux**), essentiellement reversées par la Nouvelle-Calédonie. Les dépenses de fonctionnement, soit 40 milliards de F.CFP, sont principalement consacrées aux frais de personnel (43 %, avec un effectif de 3 240 salariés) et aux charges à caractère général (38 %). Cette année, le solde est excédentaire de 10,5 milliards de F.CFP, dans la moyenne des années précédentes.

Entre 2011 et 2015, les dépenses d'investissement représentent au total 97,7 milliards de F.CFP. Les recettes d'investissement proviennent pour plus de la moitié d'excédents de fonctionnement capitalisés, pour un tiers de subventions (14 % venant des provinces, 8 % de l'Etat ou de l'Union Européenne, 8 % de la Nouvelle-Calédonie en incluant le FIP équipement) et plus de 25 % d'emprunts, avec un **taux d'endettement** de 54 %.

A partir de 2012, les communes ont progressivement mis en place des budgets annexes. En 2015, 60 % des recettes de fonctionnement de ces **budgets annexes** proviennent de la facturation des services (d'adduction d'eau, d'assainissement, de collecte des ordures) auprès des usagers. Ce ratio a fortement augmenté suite à la mise en évidence du coût réel de ces services (+10 points entre 2013 et 2015). En dehors du Grand Nouméa, il tombe à 29 %.

► **Fonds Intercommunal de Péréquation (FIP)**. Le FIP, institué par la loi du 3 janvier 1969, est reconduit par l'article 49 de la loi organique modifié par la réforme du 3 août 2009. Il est destiné à assurer le fonctionnement ou l'équipement des communes qui reçoivent une quote-part des impôts, droits et taxes perçus au profit du budget de la Nouvelle-Calédonie et des recettes de la régie locale des tabacs. Cette quote-part, fixée chaque année par une délibération du Congrès, ne peut être inférieure à 16% de la somme du produit de ces impôts pour le fonctionnement et 0,5% pour l'équipement.

► **Dotation globale de fonctionnement (DGF)**. Elle correspond à l'ensemble des sommes versées par l'Etat aux provinces, soit directement, soit indirectement, par l'intermédiaire du budget de la Nouvelle-Calédonie, ou aux communes. Pour chaque niveau de collectivité, la DGF comprend une part forfaitaire et une ou plusieurs parts de péréquation.

► **Taxes et centimes communaux**. Voir 13.6.

► **Taux d'endettement (des collectivités locales)**. Voir 13.3.

► **Budgets annexes**. Distincts du budget principal proprement dit, mais votés par l'assemblée délibérante. Au niveau communal, ils doivent être établis pour certains services locaux spécialisés (eau, assainissement, ordures ménagères, transports scolaires, lotissements).

Ces budgets permettent d'établir le coût réel d'un service et de déterminer avec précision le prix à payer par ses seuls utilisateurs pour équilibrer les comptes. (Livre III, titre II, chapitre II du code des communes).

SOURCES [1] Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie, Comptes administratifs des communes.
[2] CAFAT-ISEE.

VOIR AUSSI

Loi organique n°99-209 du 19 mars 1999 : www.juridoc.gouv.nc

Loi organique n°2009-969 du 3 août 2009 relative à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie : www.juridoc.gouv.nc

Loi du pays n°2010-5 du 3 février 2010 instituant une taxe communale d'aménagement : www.juridoc.gouv.nc

Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, direction générale des collectivités locales : www.dgcl.interieur.gouv.fr

Code des communes de Nouvelle-Calédonie : www.legifrance.gouv.fr

Observatoire des Communes de Nouvelle Calédonie, AFD : www.afd.fr

13.5 BUDGET DES COMMUNES

Évolution des budgets des communes de Nouvelle-Calédonie [1]

| | 2010 | | | | | | 2015 | | | | | |
|------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Dépenses | | | Recettes | | | Dépenses | | | Recettes | | |
| | Fonct. | Invest. | Total | Fonct. | Invest. | Total | Fonct. | Invest. | Total | Fonct. | Invest. | Total |
| Belep | 151 | 82 | 233 | 225 | 103 | 328 | 209 | 226 | 436 | 259 | 293 | 552 |
| Boulouparis | 290 | 171 | 461 | 450 | 398 | 848 | 305 | 260 | 565 | 546 | 300 | 846 |
| Bourail | 764 | 743 | 1 507 | 897 | 619 | 1 516 | 867 | 294 | 1 161 | 1 070 | 298 | 1 368 |
| Canala | 531 | 576 | 1 107 | 629 | 456 | 1 085 | 616 | 549 | 1 165 | 727 | 465 | 1 192 |
| Dumbéa | 2 128 | 1 364 | 3 492 | 2 749 | 1 461 | 4 210 | 3 232 | 1 450 | 4 682 | 4 335 | 1 858 | 6 194 |
| Farino | 110 | 25 | 135 | 135 | 9 | 144 | 139 | 11 | 150 | 153 | 7 | 159 |
| Hienghène | 479 | 665 | 1 144 | 625 | 547 | 1 172 | 570 | 243 | 813 | 734 | 354 | 1 088 |
| Houailou | 575 | 665 | 1 240 | 722 | 607 | 1 329 | 710 | 355 | 1 065 | 828 | 203 | 1 031 |
| Île-des-Pins (L) | 255 | 274 | 529 | 335 | 284 | 619 | 280 | 55 | 335 | 385 | 94 | 479 |
| Kaala-Gomen | 447 | 162 | 609 | 471 | 259 | 730 | 484 | 288 | 772 | 529 | 304 | 833 |
| Koné | 696 | 397 | 1 093 | 860 | 608 | 1 468 | 1 089 | 570 | 1 660 | 1 282 | 466 | 1 748 |
| Kouaoua | 189 | 356 | 545 | 301 | 504 | 805 | 264 | 183 | 447 | 355 | 108 | 462 |
| Koumac | 450 | 443 | 893 | 606 | 433 | 1 039 | 655 | 825 | 1 481 | 745 | 433 | 1 177 |
| La Foa | 456 | 663 | 1 119 | 557 | 771 | 1 328 | 540 | 214 | 754 | 674 | 185 | 859 |
| Lifou | 1 144 | 702 | 1 846 | 1 663 | 828 | 2 491 | 1 318 | 632 | 1 950 | 2 083 | 677 | 2 759 |
| Maré | 766 | 640 | 1 406 | 1 086 | 637 | 1 723 | 935 | 548 | 1 483 | 1 359 | 775 | 2 134 |
| Moindou | 170 | 82 | 252 | 213 | 101 | 314 | 189 | 171 | 360 | 248 | 162 | 410 |
| Mont-Dore (Le) | 2 548 | 1 433 | 3 981 | 3 058 | 1 457 | 4 515 | 3 171 | 1 372 | 4 543 | 3 945 | 1 080 | 5 025 |
| Nouméa | 14 639 | 6 722 | 21 361 | 16 876 | 5 032 | 21 908 | 16 144 | 3 910 | 20 054 | 20 081 | 5 010 | 25 091 |
| Ouégoa | 391 | 158 | 549 | 492 | 52 | 544 | 397 | 303 | 700 | 578 | 309 | 888 |
| Ouvéa | 478 | 478 | 956 | 703 | 399 | 1 102 | 550 | 379 | 929 | 815 | 384 | 1 200 |
| Païta | 1 746 | 1 792 | 3 538 | 2 826 | 1 440 | 4 266 | 2 416 | 646 | 3 062 | 2 868 | 289 | 3 157 |
| Poindimié | 552 | 337 | 889 | 701 | 326 | 1 027 | 639 | 303 | 942 | 816 | 314 | 1 129 |
| Ponérihouen | 389 | 344 | 733 | 480 | 197 | 677 | 468 | 327 | 795 | 550 | 272 | 823 |
| Pouébo | 294 | 421 | 715 | 379 | 439 | 818 | 301 | 87 | 388 | 429 | 235 | 664 |
| Pouembout | 325 | 100 | 425 | 430 | 271 | 701 | 396 | 169 | 565 | 558 | 159 | 716 |
| Poum | 275 | 280 | 555 | 356 | 145 | 501 | 364 | 200 | 564 | 429 | 111 | 540 |
| Poya | 516 | 213 | 729 | 581 | 297 | 878 | 495 | 268 | 763 | 690 | 245 | 935 |
| Sarraméa | 107 | 42 | 149 | 123 | 102 | 225 | 130 | 0 | 130 | 146 | 55 | 201 |
| Thio | 415 | 460 | 875 | 531 | 377 | 908 | 473 | 403 | 876 | 590 | 285 | 874 |
| Touho | 303 | 471 | 774 | 402 | 281 | 683 | 379 | 232 | 611 | 441 | 181 | 621 |
| Voh | 497 | 206 | 703 | 588 | 299 | 887 | 880 | 183 | 1 063 | 876 | 399 | 1 274 |
| Yaté | 351 | 216 | 567 | 422 | 80 | 502 | 449 | 298 | 748 | 463 | 232 | 695 |
| Total | 33 427 | 21 681 | 55 108 | 41 470 | 19 819 | 61 289 | 40 034 | 15 905 | 55 943 | 50 587 | 16 539 | 67 122 |

Unité : million FCFP

Évolution des effectifs employés* par les communes [2]

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Belep | 20 | 21 | 23 | 23 | 23 | 21 | 21 |
| Boulouparis | 19 | 20 | 19 | 13 | 11 | 16 | 15 |
| Bourail | 81 | 84 | 80 | 81 | 78 | 78 | 76 |
| Canala | 36 | 39 | 37 | 39 | 39 | 38 | 44 |
| Dumbéa | 229 | 222 | 223 | 241 | 243 | 248 | 254 |
| Farino | 14 | 15 | 13 | 13 | 14 | 13 | 11 |
| Hienghène | 47 | 46 | 47 | 50 | 49 | 47 | 47 |
| Houailou | 63 | 69 | 69 | 71 | 77 | 76 | 70 |
| Île des Pins | 22 | 21 | 23 | 24 | 24 | 24 | 24 |
| Kaala-Gomen | 39 | 38 | 35 | 35 | 40 | 40 | 36 |
| Koné | 50 | 53 | 55 | 58 | 62 | 61 | 64 |
| Kouaoua | 24 | 24 | 22 | 22 | 25 | 22 | 24 |
| Koumac | 34 | 38 | 40 | 41 | 44 | 46 | 47 |
| La Foa | 30 | 36 | 38 | 37 | 34 | 33 | 32 |
| Lifou | 149 | 144 | 142 | 140 | 141 | 144 | 145 |
| Maré | 86 | 77 | 78 | 84 | 89 | 85 | 87 |
| Moindou | 12 | 11 | 11 | 13 | 11 | 12 | 12 |
| Mont Dore | 257 | 263 | 257 | 261 | 276 | 267 | 262 |
| Nouméa | 1 263 | 1 284 | 1 301 | 1 321 | 1 326 | 1 301 | 1 289 |
| Ouégoa | 50 | 41 | 40 | 41 | 45 | 34 | 33 |
| Ouvéa | 67 | 64 | 60 | 61 | 59 | 64 | 63 |
| Païta | 121 | 130 | 144 | 156 | 163 | 171 | 182 |
| Poindimié | 56 | 56 | 54 | 54 | 53 | 52 | 55 |
| Ponérihouen | 33 | 35 | 34 | 35 | 38 | 38 | 34 |
| Pouébo | 34 | 32 | 31 | 31 | 32 | 33 | 37 |
| Pouembout | 31 | 30 | 28 | 30 | 31 | 32 | 34 |
| Poum | 28 | 29 | 28 | 28 | 29 | 30 | 30 |
| Poya | 41 | 40 | 40 | 38 | 40 | 35 | 30 |
| Sarraméa | 13 | 11 | 10 | 11 | 11 | 10 | 11 |
| Thio | 35 | 35 | 38 | 39 | 40 | 41 | 42 |
| Touho | 30 | 30 | 32 | 34 | 35 | 37 | 36 |
| Voh | 57 | 52 | 54 | 59 | 58 | 58 | 63 |
| Yaté | 27 | 31 | 31 | 34 | 32 | 29 | 30 |
| Total | 3 098 | 3 121 | 3 137 | 3 218 | 3 272 | 3 236 | 3 240 |

* Fonctionnaires et agents non titulaires, en moyenne annuelle.

Unité : nombre

13-FINANCES PUBLIQUES

Le système fiscal calédonien s'est construit en s'inspirant de celui existant en Métropole, tout en s'adaptant aux particularités et évolutions économiques et institutionnelles du territoire. Il est maintenant spécifique et prévoit des dispositifs fiscaux propres à la Nouvelle-Calédonie. En effet, depuis la loi organique du 19 mars 1999, les règles d'assiette et de recouvrement sont adoptées par lois du pays et la Nouvelle-Calédonie est compétente pour créer ses impôts, droits et taxes au profit de son budget, de celui des provinces, des communes et d'organismes chargés d'une mission de service public. Ainsi, la législation fiscale calédonienne en vigueur figure dans le code des impôts de Nouvelle-Calédonie, institué par une délibération du Congrès du 15 novembre 1989. Les impôts, droits et taxes alimentent le budget de répartition de la Nouvelle-Calédonie, dont une certaine quote-part est destinée aux **budgets des provinces, des communes**, des chambres consulaires et également au budget de reversement au profit d'organismes exerçant des missions de service public. Le recouvrement, c'est-à-dire la collecte des recettes fiscales, est assuré par la **Direction des Services Fiscaux** et par le Trésor Public, qui dépend de l'Etat. Près de 75 % des recettes fiscales du territoire, prélevées directement ou indirectement, proviennent de quatre impôts et taxes : l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu des personnes physiques, la taxe générale à l'importation (TGI) et la taxe de solidarité sur les services (TSS), affectée à l'Agence Sanitaire et Sociale. Le système fiscal calédonien a connu de nombreuses évolutions, notamment ces dernières années dans le cadre de la mise en œuvre des accords économiques et sociaux de 2012 et de l'agenda partagé de 2014, qui prévoyaient une réforme globale de la fiscalité, directe et indirecte. Une nouvelle imposition indirecte a ainsi été adoptée par le Congrès le 1^{er} septembre 2016 : la taxe générale sur la consommation (TGC), sera mise en place au 1^{er} avril 2017 et remplacera cinq impôts et taxes préexistants dès le 1^{er} janvier 2018. Une évolution de la fiscalité directe a également eu lieu, avec notamment la réforme de l'impôt sur le revenu adoptée le 30 décembre 2016. De plus, la **CCS** est venue se substituer à la CES, l'**IRVM** a connu des évolutions, une limitation des frais de siège a été instaurée, et la **CAIS** a été créée.

► **Budgets des provinces et des communes.** Voir 13.4 et 13.5.

► **Direction des Services Fiscaux.** Elle recouvre principalement l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les droits d'enregistrement, la taxe hypothécaire, la taxe de solidarité sur les services, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, la taxe sur les opérations financières, l'impôt sur le revenu des créances, les dépôts et cautionnements et les produits domaniaux, ainsi que les **centimes additionnels communaux et provinciaux**.

► **Centimes additionnels.** Il n'existe pas en Nouvelle-Calédonie de fiscalité locale propre aux provinces et aux communes. Ces collectivités votent des centimes additionnels aux impôts, droits et taxes de la Nouvelle-Calédonie dans les limites du code des impôts (notamment sur la contribution des patentes, les droits de licence et d'enregistrement, l'IRVM et la contribution foncière). Ces centimes sont ensuite redistribués par la Nouvelle-Calédonie aux collectivités concernées, ainsi qu'aux deux chambres consulaires (Chambre de Commerce et d'Industrie et Chambre des Métiers et de l'Artisanat).

► **CCS - Contribution Calédonienne de solidarité.** Instituée par la loi du pays n°2014-20 du 31/12/14 et applicable à compter du 01/01/15, la CCS est régie par les dispositions des articles Lp 722 à Lp 726 du code des impôts de Nouvelle-Calédonie. Le produit de cette contribution est affecté à l'Agence Sanitaire et Sociale de Nouvelle-Calédonie (voir 5.3) pour les dépenses de protection sociale, dans le cadre du financement de la protection sociale et des infrastructures hospitalières d'intérêt territorial.

► **IRVM. Impôt sur le revenu des valeurs mobilières.** Modifié par loi du pays n°2014-19 du 31/12/14 et n°2015-5 du 18/12/15, l'IRVM a été revu et complété de plusieurs nouveautés : la modification du taux, le mécanisme de la transparence qui passe de un à dix ans, et la réduction d'impôt pour réinvestissement.

► **CAIS - Contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés au titre des montants distribués.** Instaurée par la loi du pays n°2014-17 du 31/12/14 et applicable à compter du 01/01/15, la CAIS est régie par les dispositions des articles Lp 45.34 à Lp 45.35 du code des impôts de Nouvelle-Calédonie. Elle est due sur les montants distribués lorsqu'ils sont supérieurs à 30 millions de FCFP.

SOURCES [1] DSF. [2] DBAF, Comptes administratifs de la Nouvelle-Calédonie/ISEE

VOIR AUSSI

Code des impôts : www.juridoc.gouv.nc

Accords économiques et sociaux du 12 juin 2012 et Agenda partagé du 21 août 2014 : www.gouv.nc

Loi du pays n°2016-14 du 30 septembre 2016 instituant une taxe générale sur la consommation : www.juridoc.gouv.nc

13.6 SYSTÈME FISCAL

Rôle* de l'impôt sur le revenu des personnes physiques [1]

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Foyers fiscaux déclarants (nbre) | 91 281 | 93 747 | 101 868 | 101 855 | 104 545 | 107 303 |
| Foyers fiscaux imposables (nbre) | 48 117 | 50 811 | 54 416 | 55 076 | 57 347 | 59 678 |
| Montant du rôle général (millions de F.CFP) | 16 756 | 18 002 | 18 918 | 19 179 | 20 065 | 19 668 |
| Impôt moyen par foyer déclarant (F.CFP) | 183 565 | 192 027 | 185 714 | 188 297 | 191 928 | 183 297 |
| Impôt moyen par foyer imposable (F.CFP) | 348 235 | 354 293 | 347 661 | 348 228 | 349 889 | 329 575 |

* Le rôle général correspond à la liste des contribuables redevables de cet impôt pour l'année considérée.

Évolution des principales recettes fiscales* détaillées [2]

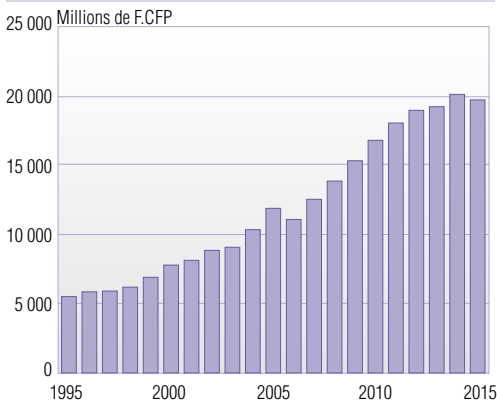
| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Contributions directes | 76 217 | 88 797 | 84 324 | 83 574 | 77 808 |
| Impôts sur le revenu des personnes physiques (a) | 21 303 | 22 414 | 23 799 | 22 867 | 24 081 |
| Impôts sur les sociétés | 38 159 | 43 458 | 39 975 | 40 816 | 40 703 |
| Impôts sur le revenu des valeurs mobilières | 5 872 | 11 722 | 9 981 | 9 269 | 5 987 |
| Taxe sur les opérations financières | 716 | 716 | 697 | 670 | 633 |
| Impôt sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements | 658 | 695 | 830 | 652 | 457 |
| Contribution téléphonique | 1 848 | 1 866 | 1 909 | 1 978 | 1 900 |
| Contribution des patentes | 9 146 | 9 378 | 9 550 | 9 272 | 9 769 |
| Contribution foncière | 1 944 | 1 986 | 2 060 | 2 519 | 2 360 |
| Restitutions et dégrèvements | (3 430) | (3 438) | (4 476) | (4 468) | (8 080) |
| Droits et taxes à l'importation | 49 533 | 53 197 | 51 650 | 52 304 | 54 731 |
| Droits de douane | 8 539 | 8 811 | 8 171 | 8 270 | 8 478 |
| Dont droits de douane | 6 666 | 6 800 | 6 242 | 6 636 | 6 771 |
| Dont taxe de soutien aux productions agricoles et agroalimentaires | 870 | 870 | 865 | 736 | 758 |
| Dont taxe conjoncturelle pour la protection de la protection locale | 1 004 | 1 141 | 1 064 | 897 | 949 |
| Taxes à l'importation | 28 509 | 31 123 | 29 472 | 29 443 | 30 711 |
| Dont tgi - taxe générale à l'importation | 18 625 | 19 575 | 18 605 | 18 559 | 19 318 |
| Dont tbi - taxe de base à l'importation | 7 317 | 7 448 | 6 903 | 6 944 | 7 333 |
| Dont tfa - taxe sur le fret aérien | 2 028 | 2 102 | 2 089 | 2 076 | 2 150 |
| Dont taxe de péage | 344 | 1 792 | 1 669 | 1 674 | 1 706 |
| Taxes de consommation | 12 732 | 13 377 | 14 123 | 14 747 | 15 659 |
| Dont taxe sur les alcools et les tabacs en faveur du secteur sanitaire et social | 3 339 | 3 721 | 3 751 | 3 794 | 4 729 |
| Taxes parafiscales | 52 | 53 | 53 | 55 | 55 |
| Restitutions et dégrèvements | (299) | (167) | (169) | (211) | (172) |
| Droits d'enregistrement et de timbre | 8 078 | 7 919 | 7 135 | 9 288 | 10 262 |
| Impôts et taxes liés aux activités de services | 20 053 | 21 476 | 21 832 | 22 454 | 22 525 |
| Taxe sur les nuitées | 175 | 179 | 164 | 249 | 202 |
| Taxe de solidarité sur les services | 16 820 | 18 132 | 18 703 | 19 540 | 20 116 |
| Autres taxes liées aux activités de services | 3 058 | 3 165 | 2 965 | 2 665 | 2 207 |
| Impôts et taxes sectoriels | 2235 | 2610 | 2715 | 2704 | 2669 |
| Impôts et taxes liés à la production énergétique et industrielle | 697 | 794 | 858 | 754 | 679 |
| Impôts et taxes liés aux activités maritimes | 217 | 392 | 428 | 467 | 479 |
| Autres impôts et taxes sectoriels | 1 321 | 1 424 | 1 429 | 1 483 | 1 511 |
| Amendes | 726 | 527 | 651 | 577 | 870 |
| Autres impôts et taxes | 3 115 | 3 585 | 3 602 | 3 211 | 3 316 |
| Contribution exceptionnelle de solidarité | 1 582 | 2 181 | 2 026 | 1 800 | 763 |
| Taxes sur les salaires | 860 | 748 | 774 | 806 | 758 |
| Contribution calédonienne de solidarité | - | - | - | - | 1 090 |
| Autres | 672 | 656 | 802 | 605 | 706 |
| Total | 159 957 | 178 111 | 171 909 | 174 112 | 172 181 |

* Recettes fiscales qui apparaissent dans les comptes administratifs de la Nouvelle-Calédonie. Ne sont pas présentées celles qui apparaissent exclusivement dans les comptes des communes et des provinces.

Unité : million de F.CFP

(a) Se différencie de la notion de rôle de l'IRPP : comprend le rôle général de l'année n-1, les rôles supplémentaires des années précédentes, les prélèvements à la source et les frais de poursuites et majorations.

Évolution du rôle* de l'impôt sur le revenu [1]



* Le rôle général correspond à la liste des contribuables redevables de cet impôt pour l'année considérée.

Évolution des recettes fiscales [1 et 2]

